

# Articulation entre féminisme et antiracisme

mardi 29 novembre 2011, par [ADAM Hélène](#), [BARTOLI Marie-Do](#), [HAYES Ingrid](#), [JOUBERT Sophie](#), [LARZILLIERE Capucine](#), [SAL Lisbeth](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2011).

**Nous [revue *Tout est à nous*] publions deux contributions (la deuxième étant une réponse à la première), concernant un débat qui a lieu dans le NPA sur nos tâches dans la période en tant que féministes et antiracistes.**

Sommaire

- [DÉCRYPTER LES DISCOURS RACISTE](#)
- [ANTIRACISTES, ANTICAPITALISTES](#)

---

## DÉCRYPTER LES DISCOURS RACISTES, UNE NÉCESSITÉ FÉMINISTE

A entendre les membres du gouvernement, on serait parfois presque touché de leur attachement à la cause des femmes : « Je veux envoyer un signal fort à toutes les femmes qui se battent pour leur dignité », affirme F. Fillon en octobre 2010, après le vote de la loi interdisant le port du voile intégral dans l'espace public. N. Sarkozy, de son côté, justifie ainsi la loi : « *Prenons garde de ne pas offrir aux adversaires de la démocratie, de la dignité et de l'égalité entre les sexes l'opportunité d'une victoire qui mettrait notre société dans une situation bien difficile.* » Pourtant, le 8 mars 2011, il déclarait : « *la journée des femmes est sympathique* » mais pas « *essentielle* », puisque aujourd'hui « *la vie des femmes ressemble à la vie des hommes, les choses ont changé considérablement* ». En quelques mots, voici comment la droite articule son discours : s'il n'y avait pas ces dangereux « islamistes », la situation des femmes serait absolument idéale. C'est ce discours que nous souhaitons ici décortiquer pour le désamorcer et proposer des pistes d'action féministe et antiraciste.

### **La perversion du féminisme par la droite et l'extrême droite**

« *J'entends de plus en plus de témoignages sur le fait que dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme ni homosexuel [...]* », s'insurgeait Marine Le Pen dans un discours prononcé à Lyon en décembre 2010. Cette déclaration fait écho à ses prises de position concernant le Pacs ou le droit à l'avortement, qu'elle a affirmé ne pas vouloir abolir si elle arrivait au pouvoir. Prenant ainsi à rebrousse-poil une partie de son électorat, son attitude est l'une des facettes du « relooking » du FN. Mais qu'on ne se y trompe pas, son programme n'a pas changé pour autant : la défense de la famille française est axée sur la mise en place d'un revenu parental dès le premier enfant visant implicitement au retour des femmes au foyer et sur l'affirmation du droit à la personne dès la conception qui remet en cause l'IVG. Quand M. Le Pen prend la défense des femmes et des homosexuels dans « certains quartiers », il s'agit donc clairement d'une perversion du discours féministe et LGBTI qui poursuit différents objectifs : rallier un électorat nouveau et allonger la liste des « victimes » de la religion musulmane identifiée comme la source de l'oppression. « *Je réitère*

*qu'un certain nombre de territoires, de plus en plus nombreux, sont soumis à des lois religieuses qui se substituent aux lois de la République », déclare-t-elle dans la suite de son discours.*

La politique menée par l'UMP au pouvoir s'inscrit dans la même logique. D'une certaine manière, le gouvernement tient un discours de défense des droits des femmes. Ainsi, la loi « relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants », du 9 juillet 2010, reprend-elle une revendication ancienne du mouvement féministe, dont un certain nombre d'associations a d'ailleurs été auditionné dans le cadre de l'élaboration de la loi. Ces associations ont ensuite exprimé leur déception devant le contenu définitif de la loi, en retrait par rapport à leurs ambitions. Mais elles ont cependant mis en place à l'automne un comité de vigilance pour son application, ce qui montre que la loi était évaluée comme une avancée du point de vue des droits des femmes. Il faut s'interroger sur la logique politique d'un gouvernement qui d'un côté affiche cette posture de défense des droits des femmes et, de l'autre, mène une politique sociale qui aggrave considérablement leur situation : remise en cause de l'IVG par la baisse des crédits, réformes des retraites qui pénalise en premier lieu les femmes, etc.

### **Les ressorts racistes du discours**

Comment expliquer une telle ambivalence ? On pourrait faire l'hypothèse, optimiste, que les luttes féministes ont un tel impact sur les mentalités que même la droite et l'extrême droite seraient aujourd'hui contraintes, au moins dans leur discours, de reprendre leurs thématiques. Après tout, c'est sous Giscard que l'avortement a été légalisé ! Cependant, compte tenu du rapport de forces actuel, l'hypothèse reste peu convaincante et conduit à chercher d'autres explications. Dans le cas de la loi sur les violences faites spécifiquement aux femmes, le gouvernement est intervenu pour bloquer toute allusion aux violences au travail, limitant la loi aux seules violences conjugales. Par ailleurs, les mesures visent essentiellement la répression des coupables, sans logique de prévention. L'État se pose en protecteur de femmes victimes de la violence de certains individus qu'il faut punir. Dans cet esprit, la violence est considérée comme le fait d'individus dangereux et non comme le résultat d'un système de domination patriarcale.

D'autre part, les médias, le gouvernement et plus généralement l'élite politique mettent en avant l'idée que cette violence serait beaucoup importante dans « les banlieues » qu'ailleurs et qu'elle s'expliquerait par la culture dite « arabe » ou « musulmane » de leurs habitants. Cette idée a été une nouvelle fois dramatiquement illustrée par l'affaire DSK : la possibilité même de sa culpabilité a été tout simplement écartée. « *L'impensable viol* », selon l'expression de Clémentine Autain [1], s'illustre par les déclarations répétées de ses amis : « cela ne lui ressemble pas ». Autant dire que le viol reste d'une part un crime encore très largement occulté, d'autre part un crime « qui ne ressemble pas » aux hommes blancs de pouvoir. À l'inverse, « *combien avons-nous dû supporter de documentaires et de reportages sur « la cité du mâle », cette zone de non-droit où les non-blancs seraient d'affreux sexistes assommés par la religion, la drogue et la haine des femmes. Faut-il comprendre que les mâles blancs des beaux quartiers sont d'une nature différente ?* » [2]

Ainsi, « *le groupe majoritaire, en faisant fi de l'ampleur des violences sexistes en son sein (alors que le viol et la violence conjugale sont bel et bien présents dans tous les milieux sociaux), en mettant en exergue certaines différences culturelles dans les manifestations du sexisme (comme la volonté de voiler les femmes), en occultant parallèlement la spécificité de son propre sexisme (la tendance à exhiber les femmes dans leur nudité en toutes circonstances et à les réduire à des objets sexuels) a construit un raisonnement qui non seulement culturalise, mais aussi ethnicise et « racialise » les violences sexistes.* » [3]

C'est ainsi que l'on peut dire qu'il y a aujourd'hui une instrumentalisation raciste du féminisme : un

pseudo-discours de défense des droits des femmes ne reconnaît pas en réalité l'existence d'une domination vécue par les femmes dans la société, fruit d'un ordre patriarcal, mais présente les femmes comme victimes d'une soumission qui relève du culturel, et dont la source réside dans l'islam. Celui-ci, par essence, remettrait en cause les valeurs d'égalité hommes-femmes que la société française, elle, mettrait en pratique. L'État se pose comme le défenseur des femmes en désignant l'opresseur, l'homme musulman agit par la contrainte, mais « pour son bien », sur sa compagne forcément soumise ou complice. En juin dernier, par exemple, il refuse l'accès à la nationalité française à un Algérien marié à une française parce qu'il ne respecterait pas « *l'égalité homme-femme telle qu'elle se conçoit dans la République.* » [4]

### **Comment agir en tant que féministe aujourd'hui ?**

Il est indispensable de mesurer les effets de ce discours si nous souhaitons construire une contre-hégémonie féministe. En effet, cette instrumentalisation constitue un véritable piège pour le mouvement féministe : elle conduit à casser la solidarité entre femmes, mettant d'un côté les femmes musulmanes, avec ou sans foulard, victimes soumises et jamais considérées comme actrices de leur émancipation, sauf si elles manifestent leur adhésion aux « valeurs occidentales », de l'autre la société occidentale, voire un certain féminisme occidental, capable d'édicter les normes de l'égalité hommes-femmes et les chemins de la libération.

Le mouvement féministe doit s'armer et se donner des outils pour résister à cette instrumentalisation. Sur le fond, il n'est bien sûr pas question de faire des concessions sur les droits, les acquis des femmes et tout ce qui tend à conduire à leur émancipation. Il s'agit de penser l'articulation des dominations dans un contexte particulier à un endroit donné. Mesurer que le discours dominant, ici et maintenant, change, évolue, récupère des aspirations féministes pour les retourner contre les racisésEs, ne peut être sans effet sur le discours féministe à déployer. Et celui-ci ne peut se passer d'être antiraciste. Plus précisément, il ne doit faire aucune concession devant l'instrumentalisation qui s'opère : tenir les deux bouts, en permanence.

Un bon exemple de cette articulation nécessaire a été mise en œuvre cette année par le collectif Mamans toutes égales [5]. Constitué à l'initiative de mères d'élèves portant le foulard exclues des sorties scolaires, le collectif s'est mobilisé contre le projet de L. Chatel de faire de cette discrimination un principe légal [6]. Une fois de plus, c'est l'islam qui est visé. Une fois de plus, ce sont les femmes qui en font les frais. À l'intersection des combats antiracistes et féministes, il constitue un cadre d'auto-organisation qui doit attirer notre attention. Mais plus largement, il est du devoir du mouvement féministe dans son ensemble de ne pas rester silencieux face à cette instrumentalisation de son discours à des fins racistes.

### **Lisbeth Sal et Capucine Larzillière**

1. Clémentine Autain, in Un trousseage de domestique, ouvrage coordonné par Christine Delphy, Syllepse, septembre 2011, p29.

2. Sabine Lambert, idem, p39.

3. Christelle Hamel, « De la racialisation du sexisme au sexisme identitaire », Migrations Société, n°99-100, mai-août 2005.

4. [http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/06/10/un-refus-de-nationalite-sans-precedent\\_1534306\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/06/10/un-refus-de-nationalite-sans-precedent_1534306_3224.html)

5. <http://mamans-toutes-egales.tumblr.com/> Le gouvernement a annoncé en août dernier renoncer

pour l'instant à proposer une loi.

---

## **ANTIRACISTES, ANTICAPITALISTES ET FÉMINISTES**

Il nous semble que l'approche centrée sur « l'instrumentalisation raciste du féminisme », exposée par Capucine Larzillière et Lisbeth Sal dans divers textes<sup>1</sup> conduit à des dérives dangereuses.

### **Etre, toujours et en même temps, antiraciste et féministe**

Nous sommes d'accord pour dénoncer toute expression ou manifestation de racisme qui s'abrite derrière un discours soi-disant progressiste - pseudo féministe par exemple - surtout quand les actes et le discours s'opposent point à point. Comme militantes anticapitalistes, nous sommes particulièrement attachées au caractère indissociable du dire et du faire et à la nécessité, à tout moment et en tout lieu, d'être tout à la fois antiracistes et féministes.

Il ne s'agit donc pas de se cantonner à une proclamation de principe mais d'interroger la signification de cette affirmation dans ses conséquences concrètes. Dans le cas de la loi contre le voile intégral, cela signifie que nous étions et restons opposées à la loi discriminatoire inscrite dans une offensive raciste, mais que nous sommes tout autant opposées au voile intégral, que nous dénonçons comme une manifestation d'oppression des femmes. Ce qui veut dire que nous nous interdisons toute alliance avec le gouvernement, puisque nous combattons sa « solution » répressive et raciste. Mais cela signifie également que nous dénonçons toute alliance avec des fondamentalistes religieux, prétendument justifiée par l'urgence de l'antiracisme et qui conduirait à cautionner leurs conceptions sexistes.

Le risque évident, dans une situation difficile, est de ne marcher que sur une jambe, en oubliant ou secondarisant l'un ou l'autre des combats.

Or un certain nombre de camarades (dont Lisbeth et Capucine) demandent aux féministes de rendre des comptes sur le terrain de l'antiracisme, mais jamais, jusqu'ici, aux antiracistes sur le terrain du féminisme. Complaisance d'autant plus étrange que nous partageons en principe l'idée fondamentale selon laquelle la domination patriarcale - et donc l'oppression des femmes - a largement précédé l'avènement du système capitaliste et est partie prenante de tous les systèmes sociaux. Les formes de racisme ont pu évoluer au cours de l'histoire et recourent souvent, à l'ère de la mondialisation, la stigmatisation de celui qui doit incarner la peur (l'étranger) ou l'infériorité (l'exploité). Mais de ce fait, les populations désignées ne sont pas les mêmes selon que l'on se trouve en Arabie saoudite ou en Allemagne. Les femmes quant à elles ont le triste privilège d'être, toujours et partout, la moitié de l'humanité bafouée et opprimée.

Capucine et Lisbeth soulignent par ailleurs le fait qu'au nom d'un féminisme qu'il n'a aucune légitimité à s'attribuer, le gouvernement renforce la stigmatisation raciste dont les populations issues de l'immigration et notamment de confession musulmane sont victimes. Mais en divisant les femmes, en diffusant l'idée que l'émancipation des femmes en Occident serait chose faite et l'égalité obtenue, cette logique renforce également l'oppression sexiste dont toutes les femmes (« nous, les femmes ») sont victimes : comment faire valoir une oppression commune réputée disparue ? Le défi posé aux féministes dépasse donc la prise en compte de la manière dont la bourgeoisie récupère une partie de leurs revendications pour les utiliser contre « les raciséEs » : il s'agit de lutter contre la

récupération d'une partie des revendications féministes contre le féminisme lui-même.

Ne faire aucune concession concernant l'oppression des femmes dans tous les autres combats (antiraciste, anti-impérialiste et dans la lutte de classe) est donc bien une question fondamentale.

### **Un certain malaise**

Evidemment, nous répondra-t-on, mais alors pourquoi diable ne voit-on aucun texte qui en fasse état ?

Le « malaise » que nous ressentons à la lecture de cette dénonciation répétée du piège de l'instrumentalisation du féminisme ne cesse de grandir. Est-ce à dire que le féminisme – ou l'essentiel du mouvement féministe – est d'ores et déjà tombé dans le piège ? Faut-il considérer que le mouvement féministe est, à de rares exceptions près, porteur d'un discours raciste ? Voire que ses combats ont eu une portée si limitée (et surtout si peu universelle car nettement trop « occidentale ») qu'ils sont facilement récupérables par la droite ou l'extrême droite ? Comment devons-nous comprendre la phrase « *Après tout, c'est sous Giscard que l'avortement a été légalisé* » ? Sous entend-elle que la droite peut tout absorber concernant les luttes des femmes, ce qui réduit leur portée ? Devons-nous rappeler ce qui en principe est notre compréhension commune des luttes et des rapports de forces : c'est une mobilisation sans précédent contre la pénalisation de l'avortement qui a permis d'arracher sa légalisation, cet acquis décisif dont sont privées encore une forte proportion de femmes de par le monde et que notre rapport de forces a permis de conserver jusqu'à présent, malgré toutes les tentatives de limiter l'exercice de ce droit. Les féministes des années 1960 et 1970 se heurtaient déjà aux désaccords des forces irlandaises qui luttaient les armes à la main contre l'impérialisme britannique sous le drapeau du catholicisme le plus intégriste sur cette question. Fallait-il prendre le parti des féministes ? Oui, et ce n'est qu'un exemple parmi bien d'autres.

La question demeure également ouverte sur la lutte contre les violences faites aux femmes : nous partageons évidemment la critique virulente de toutes les formes de récupération sécuritaire et raciste de celle-ci. Mais les camarades omettent de répondre à une question décisive : fallait-il (faut-il) ou non mener cette lutte-là ? Faut-il s'abstenir de dénoncer les violences faites aux femmes partout, et donc aussi dans les quartiers populaires, au prétexte que le gouvernement dévoie la mobilisation en stigmatisant lesdits quartiers ?

### **Redéployer toute la richesse de nos combats**

Plus généralement, dans un contexte également marqué par une offensive antiféministe, il faut se méfier du type de critique qu'on développe. Non qu'il faille s'empêcher d'aborder les questions stratégiques, mais en étant vigilantEs. Ainsi, le fait d'expliquer, comme on l'entend parfois dans nos rangs, que les « vieilles » organisations féministes sont aveugles aux évolutions de la société et aux enjeux de solidarité au-delà des femmes blanches privilégiées, fait écho à l'entreprise permanente de disqualification des féministes ringardisées. De même, si la critique du pseudo-universalisme bourgeois et colonialiste est nécessaire, le fait de mettre en doute qu'il puisse exister des valeurs universelles portées par toutes les féministes revient à mettre en doute les possibilités (voire le bien-fondé) d'un combat internationaliste et d'une révolution mondiale. L'idée d'une altérité culturelle indépassable entre l'Occident et le reste du monde, qui a beaucoup de succès dans les classes dominantes, nourrit tout autant discriminations, guerres et divisions, qui sont autant d'obstacles décisifs à notre combat. Plus spécifiquement, le fait de sembler considérer que certains acquis du féminisme sont assimilables à un « féminisme occidental » revient à fragiliser ces acquis par ailleurs déjà menacés.

Une partie des questions stratégiques que Capucine et Lisbeth présentent comme nouvelles sont en fait des préoccupations anciennes. La problématique de ce qui se cache derrière le « Nous, les femmes » n'est pas récente. Le mouvement féministe s'est divisé dans les années 1970 sur l'importance ou non de réaffirmer un soutien particulier aux luttes des femmes de milieux populaires. Les féministes « lutte de classe » notamment ont insisté sur l'interaction entre la lutte des femmes contre leur oppression « spécifique » et la lutte des classes, tandis que d'autres comme C. Delphy<sup>2</sup> ont insisté sur une seule oppression : le « patriarcat » considéré comme « l'ennemi principal ». De manière symétrique, les féministes dans leur ensemble se sont longtemps heurtées à un mouvement ouvrier qui en faisait une simple lutte de bourgeois privilégiées... On note que cette question des classes, décisive dans la réflexion du mouvement féministe, a disparu dans la réflexion des camarades. De même, la mise en avant du caractère censément rétrograde des sociétés colonisées ou anciennement colonisées, et notamment vis-à-vis des femmes, fait partie du répertoire habituel de l'autojustification des tenants de l'exploitation coloniale ou néocoloniale.

En outre, la tentative de récupération des luttes et revendications progressistes n'est pas propre au mouvement féministe. Nancy Fraser décrit très clairement le phénomène pour le féminisme<sup>3</sup>, mais un Boltanski par exemple a abordé la question de manière plus générale : le capitalisme parvient régulièrement à incorporer/dénaturer/instrumentaliser des éléments issus de tous les terrains de mobilisation<sup>4</sup>. Pour prendre un exemple récent, on se souvient de la récupération par Sarkozy du discours valorisant les salariés, ses citations de Jaurès, etc. Alors, par crainte de la « récupération », faut-il en rester à une argumentation purement défensive ou au contraire déployer toute la richesse de nos combats, en les articulant<sup>5</sup> pour dessiner un projet de société alternatif qui permette d'unifier tous les exploités et opprimés dans la lutte contre cette société fondée sur la recherche du profit maximum, de haine et de peur qui nous transforme tous et toutes en simple marchandise ? Il faut maintenir le caractère multidimensionnel de tous nos combats.

Au total, il nous semble que l'approche développée par Capucine et Lisbeth conduit à diviser les féministes, y compris au sein du NPA, au prétexte d'unifier, et, en relativisant la portée des revendications féministes fondamentales, à affaiblir le combat féministe en tant que tel.

**Hélène Adam, Marie-Do Bartoli, Ingrid Hayes, Sophie Joubert, Josette Trat**

---

**P.-S.**

\* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 25 (octobre 2011).